

Brèves économiques

Afrique de l'Est et Océan Indien

Régional	Publication des statistiques sur le commerce extérieur du continent africain
Burundi	Le projet MERANKABANDI de la Banque Mondiale porte ses fruits
Comores	Mise en œuvre d'un programme de 1,1 MUSD par le PNUD
Djibouti	<i>Pas de brève cette semaine</i>
Erythrée	Publication d'un rapport sur la situation des droits civiques
Ethiopie	Le secteur des télécommunications en Éthiopie
Kenya	<i>Kenya Power</i> sous tension financière
Madagascar	Inauguration de la plus grande minoterie de l'océan Indien à Tamatave
Maurice	Décathlon signe un accord de principe pour l'octroi d'une franchise
Ouganda	Projet de construction routière reliant l'Ouganda à plusieurs villes de RDC
Rwanda	Nouveaux amendements à la loi des sociétés
Seychelles	Le secteur bancaire seychellois enregistre une bonne performance financière en 2019
Somalie	Accord avec un consortium anglo-turc pour la construction d'un port
Soudan	Fortes tensions sur la distribution de pain à Khartoum
Soudan du Sud	Annonce d'une intervention des autorités monétaires sur le marché
Tanzanie	<i>China Commercial Bank</i> sous administration de la banque centrale

Actualités Régionales

Covid19 : Evolution de la situation sanitaire.

Après + 9 % la semaine passée, la croissance du nombre de nouveaux cas hebdomadaires dans la zone AEOI ralentit à 5 % cette semaine (+ 13 831 cas contre + 13 233 la semaine passée), largement supérieur à la tendance mondiale qui ralentit cette

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	8/11	15/11	22/11	8/11	15/11	22/11
Burundi	614	628	662	1	1	1
Comores	557	574	592	7	7	7
Djibouti	5 605	5 645	5 661	61	61	61
Erythrée	491	493	551	0	0	0
Ethiopie	99 204	102 321	105 352	1 518	1 565	1 565
Kenya	61 769	69 273	76 404	1 103	1 249	1 249
Madagascar	17 223	17 233	17 310	244	249	249
Maurice	452	470	491	10	10	10
Rwanda	5 213	5 394	5 620	36	42	42
Seychelles	154	158	161	0	0	0
Somalie	4 229	4 301	4 382	107	107	107
Soudan du Sud	2 943	3 003	3 047	59	59	59
Soudan	14 155	14 626	15 839	1 116	1 116	1 116
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	14 066	15 789	17 667	131	144	144
Total AEOI	227 184	240 417	254 248	4 414	4 631	4 631

semaine (+ 2 % contre + 6 % la semaine passée). La hausse du nombre de nouveau cas hebdomadaire se poursuit en Ouganda (+ 1 878 contre + 1 723 et + 1 571), au Rwanda (+ 226 contre + 181 et + 76) et est particulièrement marquée au Soudan (+ 1 213 contre + 471 et + 351 les 2 dernières semaines). Au Kenya, la situation semble se stabiliser après le pic de la semaine dernière (+ 7 131 contre + 7 504).

* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut varier, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril ; les émeutes en Éthiopie ont perturbé la communication régulière sur le suivi de l'épidémie.

Publication des statistiques sur le commerce extérieur du continent africain. Selon le dernier rapport de l'Union Africaine (UA) sur le commerce extérieur de l'Afrique, le continent compte pour seulement 2,7 % (1 031 Mds USD) du commerce mondial (38 100 Mds USD). Entre 2013 et 2019, le ratio des exportations de biens/importations de biens a chuté passant de 98,5 % en 2013 à 83,1 % en 2019. Si le renforcement du commerce intra-africain demeure une priorité pour l'UA, sa part reste très faible et représente en moyenne 13 % des importations et 20 % des exportations totales sur la période. Les échanges avec le reste du monde représentent, quant à eux, 75 % du total des échanges (495 Mds USD de biens importés pour 372 Mds USD d'exportations). Avec 16 % des exportations et 19 % des importations en 2019, la Chine reste de loin le principal partenaire commercial de l'Afrique.

La région toujours sous vigilance après un mois de lutte intense contre les criquets. Alors que le mois d'octobre a été le mois de lutte le plus actif depuis le début de l'invasion de criquets pèlerins (250 000 ha traités), les essaims se concentrent aujourd'hui en région Afar (Est-Ethiopie), en Somalie, sur les bords de la Mer rouge (Soudan et Erythrée) et au Yémen. Depuis fin 2019, plus de 700 000 ha ont ainsi été traités (dont plus de la moitié en Ethiopie, 150 000 ha au Kenya et 100 000 ha au Soudan) évitant ainsi la perte de 2,3 Mds T de cultures et préservant les moyens de subsistance d'environ 20 millions de personnes. Le conflit au Tigré pourrait limiter les interventions de contrôle des populations (œufs qui pourraient éclore d'ici décembre), à l'instar des difficultés rencontrées en Somalie et au Yémen. Alors que la situation est calme au Kenya depuis fin août, les vents pourraient réintroduire de nouveaux essaims en provenance de Somalie/Est-Ethiopie d'ici la mi-décembre. La FAO dispose à ce jour de moyens financiers suffisants jusque début 2021 : un appel à contribution révisé devrait ainsi être lancé d'ici la fin d'année.

Actualités pays

BURUNDI

Le projet MERANKABANDI de la Banque Mondiale porte ses fruits. Le projet, qui consiste en des transferts monétaires via mobile (40 KBIF tous les 2 mois pendant 30 mois ; 17 EUR), s'adresse aux ménages ayant au moins 1 enfant de moins de 12 ans dans les provinces de Ruyigi, Karusi, Gitega et Kirundi et faisant partie des ménages les plus vulnérables de leur zone d'habitation (56 090 au total). D'après Michel Nyabenda, coordinateur de ce projet, plus de 6 Mds BIF (2,6 MEUR) ont déjà été déboursés et ces transferts ont déjà commencé à porter leurs fruits, les bénéficiaires ayant pu investir dans la scolarisation des enfants, la construction d'habitations, les petits commerces, etc.

COMORES

Mise en œuvre d'un programme de 1,1 MUSD par le PNUD. Le programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) et le ministère des finances ont lancé le 19 novembre le projet de renforcement du cadre et de l'écosystème du financement des Objectifs de Développement Durable (ODD). Le programme, d'un montant de 1,1 MUSD, a pour objectif principal d'accompagner le gouvernement pour renforcer l'écosystème financier national afin de permettre une meilleure mobilisation et gestion de ressources en vue de la réalisation des ODD.

DJIBOUTI

Pas de brève cette semaine

ERYTHREE

Publication d'un rapport sur la situation des droits civiques. Selon les données publiées par *Human Rights Watch*, l'Érythrée reste l'un des pays les plus autoritaires dans le monde qui, malgré la normalisation des relations avec l'Éthiopie en 2018, refuse de mettre en œuvre des réformes en matière de droits civils, politiques, sociaux et culturels. Le gouvernement continue de pratiquer des détentions arbitraires, du

travail forcé dans des conditions abusives au sein du « service national » et limite les libertés fondamentales (expression, association, religion). D'après le Haut-commissariat pour les réfugiés, ces abus de droits humains ont conduit 507 300 personnes, soit 10 % de la population, à s'exiler en 2018.

ETHIOPIE

Le secteur des télécommunications en Éthiopie. Avec un total de 46,2 M d'abonnés en 2019/20 - dont 45,5 M d'abonnés mobile, 980 000 lignes fixes et 23,8 M d'internautes - l'Éthiopie enregistre en 2019 un taux de pénétration téléphonique de 44 %. Sa couverture internet s'élève à 16 %. Bien que 85 % de la population soit couverte par la 2G et 66 % par la 3G, seule la capitale capte la 4G et la 4G *LTE Advanced* (4 %). Doté de 2 satellites domestiques, de 7 100 tours de téléphonie cellulaire et 22 000 km de fibres optiques, le réseau d'infrastructures nécessiterait de nouveaux investissements. Dans le cadre de l'attribution des 2 licences à de nouveaux opérateurs entre mars et juin 2021, de nouvelles infrastructures pourraient être construites par ces derniers.

Tenue du second comité de suivi Bilatéral Franco-Éthiopien. Le second comité de suivi bilatéral Franco-Éthiopien s'est tenu le 16 novembre. Le comité réunissait, côté éthiopien, des représentants du ministère des Finances, du ministère des Recettes, de l'*Ethiopian Investment Commission*, de la Banque centrale et de l'Agence pour la gestion des entreprises publiques. La partie française était, quant à elle, représentée par l'Ambassade, l'AFD, Business France, le Club d'Affaires Franco-Éthiopien, six entreprises porteuses de projets d'investissements et Expertise France. Introduit par la déclaration d'intention conjointe sur la promotion du développement économique en Éthiopie signée en mars 2019, le comité visait à évaluer l'état d'avancement des thèmes abordés lors de la première rencontre en juillet 2019 : délais de paiement, application de la convention de non-double imposition et projets d'investissements des entreprises françaises.

KENYA

Kenya Power sous tension financière. La compagnie électrique nationale *Kenya Power* se trouve dans une situation de fonds de roulement négative pour la troisième année consécutive, survivant grâce à des autorisations de découvert bancaires. Le bénéfice net de *Kenya Power* pour l'année terminée en juin 2020 a chuté de 91,9 % par rapport à l'année précédente, et ce malgré l'augmentation de 17,8 % des revenus provenant des ventes d'électricité. Cette situation s'explique notamment par l'augmentation des coûts de financement, en raison de l'utilisation continue des facilités commerciales pour financer les opérations de la société. Sa dette commerciale est actuellement d'environ 60 Mds KES (environ 460 MEUR). Le Ministre de l'Énergie, CS Charles Keter, s'est récemment exprimé à ce sujet, affirmant que la compagnie avait besoin d'un soutien financier urgent et que la poursuite des opérations sur les prêts à court terme n'était pas viable. Le gouvernement kényan a toutefois exclu une possible nationalisation de la compagnie. Des discussions sont en cours avec le trésor kényan et autres créanciers, comme la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement, pour soutenir l'entreprise et alléger les dettes.

Le port de Mombasa proche de sa limite de capacité. Le rapport *Africa's port: fast-tracking transformation*, établi par l'*Africa CEO Forum*, liste le port de Mombasa parmi les infrastructures portuaires africaines en déficit de capacité à court terme. Le rapport suggère différentes mesures telles que l'amélioration de la structure des investissements publics, l'élimination des inefficacités opérationnelles et la mobilisation des investissements privés par le biais de partenariats public-privé. Le rapport place le port de Mombasa au 5^{ème} rang des ports qui ont traité la plupart des cargaisons du continent ces dernières années, avec un débit annuel moyen de 1,3 million d'équivalents vingt pieds (EVP). La *Kenya Ports Authority* a enregistré en 2019 un nouveau record de 1,42 million d'EVP. Le port de Mombasa dispose aujourd'hui

d'une capacité de 2,65 millions d'EVP. La construction du 2^{ème} terminal à conteneurs, l'entreprise japonaise *Toyo Construction Company*, permettra d'augmenter la capacité du port de 1 million d'EVP d'ici 2021.

Lancement de la stratégie Bioénergie 2020-2027. Le gouvernement kenyan, par l'intermédiaire du Ministère de l'énergie (MOE), a lancé le 18 novembre la stratégie bioénergie du Kenya. La bioénergie contribue aujourd'hui à 68 % de la demande d'énergie du pays, en particulier la cuisine et le chauffage. Sous le thème de la bioénergie durable et de la « cuisson propre » pour tous d'ici 2028, la stratégie a pour objectifs de promouvoir la production et la consommation durables de bioénergie, d'accélérer la transition vers des technologies et des carburants de cuisson propres, de fournir aux investisseurs potentiels les informations nécessaires sur les opportunités de développement de la bioénergie et de servir de cadre pour la coopération régionale et internationale ainsi que le commerce de la bioénergie et des matières premières. La stratégie prévoit en outre l'amélioration des cadres institutionnels et réglementaires pour une meilleure coordination des politiques de développement des bioénergies (biomasse, biogaz, valorisation des déchets, biocarburants, etc.) et à plus long terme le renforcement des capacités de recherche dans le secteur. L'utilisation d'une énergie propre est par ailleurs jugée essentielle pour réduire les maladies respiratoires qui auraient représenté 25 % des maladies signalées au Kenya en 2019.

MADAGASCAR

Inauguration de la plus grande minoterie de l'océan Indien à Tamatave. Les Minoteries de l'Océan Indien (LMOI), plus grande usine de transformation de farine de blé de la région, ont été inaugurées à Tamatave le 18 novembre, en présence du Président de la République. Ce projet a été développé à partir de 2017 par plusieurs entrepreneurs, dont Arif Mohaboubaly. L'investissement est évalué à 20 MEUR et est composé majoritairement d'équipements de l'entreprise suisse *Bühler*. Produisant actuellement 500 tonnes par jour pour une capacité de stockage de près de 33 000 tonnes, l'usine projetée d'augmenter sa capacité journalière à 1 200 tonnes en 2021.

MAURICE

Décathlon signe un accord de principe pour l'octroi d'une franchise. Décathlon a annoncé la signature le 16 novembre d'un accord de principe pour l'octroi d'une franchise au groupe mauricien *Espitalier Noël Ltd* (ENL). Le groupe prévoit l'ouverture d'un premier magasin Décathlon en avril 2021 dans l'enceinte de Bagatelle Mall de Moka sur une surface de 3 000 m², les travaux ont débuté en novembre 2019. Groupe diversifié ayant réalisé 370 MEUR de chiffre d'affaires en 2018, ENL représente des entreprises françaises à Maurice, notamment Peugeot-Citroën et Michelin.

UGANDA

Projet de construction routière reliant l'Ouganda à plusieurs villes de RDC. Le projet, annoncé le 18 octobre, porte sur la construction et la modernisation de 223 km reliant l'Ouganda à plusieurs villes de République démocratique du Congo (RDC). Il se répartit en trois tronçons reliant deux villes de la frontière ougandaise à plusieurs villes du Nord-Kivu en RDC : le tronçon routier de 80 km reliant la ville de Kasindi (à la frontière) à Beni, la route de Beni à Butembo (54 km) la route de Bunagana (frontière) à Ruchuru-Goma (89 km). Il s'inscrit dans le cadre d'un accord bilatéral pour la mise en œuvre de projets d'infrastructures stratégiques, visant à stimuler les échanges commerciaux entre les deux pays (la RDC était en 2019 le 2^{ème} client de l'Ouganda, avec 580 MUSD d'importations). Le projet est estimé à 335 MUSD, dont 20 % serait assuré par le gouvernement ougandais. Cette annonce a cependant suscité des interrogations quant à l'opportunité pour le gouvernement ougandais d'engager des investissements en RDC alors que le réseau routier interne est en déclin. Les parlementaires ont demandé une révision à la baisse de cet investissement.

RWANDA

Nouveaux amendements à la loi des sociétés. Les amendements, initiés par le *Rwanda Development Board*, devrait permettre l'adoption des meilleures pratiques en matière de gouvernance et de structures d'entreprise. Concernant la gouvernance des entreprises, la loi amendée permettra désormais à un administrateur indépendant de détenir des actions, 2 % maximum, dans la société qu'il supervise. Par ailleurs, le gouvernement détiendra désormais les informations sur la propriété effective des entreprises. Concernant la structuration légale des entreprises, deux nouvelles formes de société seront désormais possibles. Les sociétés à compartiments multiples (*Protected Cell Companies*) permettront aux investisseurs de dissocier les activités d'une même entreprise à travers de compartiments indépendants au sein de la structure de l'entreprise, afin de limiter les risques. Les sociétés à durée de vie limitée (*Limited Life Companies*) permettront aux investisseurs de faciliter leur retrait d'une entreprise, en déterminant la durée de vie d'une entreprise à l'avance.

SEYCHELLES

Le secteur bancaire seychellois enregistre une bonne performance financière en 2019. Dans son dernier rapport sur la stabilité financière, la Banque centrale des Seychelles considère le secteur bancaire comme résilient et performant. Le total des actifs en 2019 a augmenté de 14 % par rapport à 2018, passant de 877 MEUR à 999 MEUR. Le nombre de prêts a augmenté de 21 %, le total des dépôts de 13 % et le total des actifs libellés en devises de 5 %. Cette bonne performance est notamment le reflet de la diversification du portefeuille industriel des banques. Neuf banques disposent de licences en 2019 après l'implantation de la *State Bank of Mauritius* (SBM) et le retrait de la banque pakistanaise *Habib Bank Limited* (HBL).

SOMALIE

Accord avec un consortium anglo-turc pour la construction d'un port. Le ministre des Ports et de la Pêche de l'Etat fédéré de Galmudug a annoncé la conclusion un accord avec un consortium composé d'entreprises turques, britanniques et somaliennes – pour la construction et l'exploitation d'un port dans la ville côtière de Hobyo. Hobyo serait le premier port commercial de la région centrale du Galmudug, fief du clan Hawyie –particulièrement influent dans la politique et les affaires somaliennes – et fournirait à l'Etat des revenus autonomes via les taxes à l'importation. A l'instar des ports de Berbera et Bosaso plus au Nord, il revêtirait également un intérêt géostratégique en raison de sa proximité avec le détroit de Bab el-Mandeb, point de passage maritime le plus important du monde. Pour mémoire, plusieurs mémorandums ont été signés par le passé pour le développement du port de Hobyo, avec des sociétés qatariennes et chinoises notamment, sans que ceux-ci n'aient abouti.

SOUDAN

Fortes tensions sur la distribution de pain à Khartoum. Samedi dernier, l'Union des boulangeries à Khartoum a lancé un appel à la grève indéfinie auprès de ses 4 000 adhérents. Elle réclame une nouvelle tarification du pain et l'intervention de l'Etat afin de maintenir le prix de la farine subventionnée et réduire le coût des principaux entrants que sont la levure et le GPL. Les différentes mesures mises en place par les autorités en avril (doublement du prix du pain de 1 SDG à 2 SDG – soit 0,008 USD - et de son poids de 40 g à 80 g) ou plus récemment (baisse du poids de 80 à 60 g, proportion de son plus importante dans la composition de la farine) n'ont semble-t-il pas permis à ce secteur de trouver son point d'équilibre. Ces tensions auxquelles s'ajoutent celles générées par la pénurie actuelle de carburants rendent encore plus difficile la vie des familles défavorisées de la capitale, déjà touchées par une forte perte de leur pouvoir d'achat dû à l'hyperinflation (230 % en glissement annuel en octobre) et la dépréciation continue du SDG.

SOUDAN DU SUD

Plan de révision des salaires des fonctionnaires. Le porte-parole du gouvernement, Michael Makuei Lueth a déclaré vendredi le 20/11 que le gouvernement prépare la mise en œuvre d'un plan visant à augmenter les salaires de base et les indemnités des fonctionnaires. Cette annonce intervient alors que le pays, confronté à une crise financière, enregistre une inflation galopante et des arriérés sur les salaires des fonctionnaires.

Annonce d'une intervention des autorités monétaires sur le marché. Le nouveau gouverneur de la banque centrale, Dier Tong Ngor, a annoncé son intention d'utiliser l'aide du FMI, une fois décaissée, pour intervenir sur le marché pour stabiliser le change. Cette mesure vient s'ajouter à la décision des autorités monétaires de relever à 15 % du taux directeur de la banque centrale, visant à endiguer la dépréciation rapide de la monnaie les fortes pressions inflationnistes qui en découlent.

TANZANIE

China Commercial Bank sous administration de la banque centrale. Le gouverneur de la Banque de Tanzanie (BoT) a déclaré avoir repris, jeudi 19 novembre, la gestion de la *China Commercial Bank* (CCB) en raison de problèmes de liquidités. Il a déclaré que la CCB n'avait pas satisfait aux exigences réglementaires concernant la restauration du capital aux niveaux requis. Le gouverneur a informé que, conformément aux procédures d'administration statutaire, la CCB ne poursuivra pas ses affaires pendant une période ne dépassant pas 90 jours. Cette période de gel doit permettre à la BoT de déterminer une stratégie de résolution appropriée. Depuis plusieurs années, le gouvernement tanzanien met la pression sur les autorités de la banque centrale pour qu'elles accélèrent la consolidation des banques locales. Dans cette optique, les licences d'au moins 9 prêteurs ont été révoquées au cours des trois dernières années afin de préserver la stabilité du système bancaire tanzanien.

Les priorités économiques du gouvernement Magufuli. Le président tanzanien nouvellement réélu, John Magufuli, s'est adressé au parlement à Dodoma, le 13 novembre 2020. Dans son discours inaugural, le président a désigné la corruption et le chômage comme les plus grands défis de son deuxième mandat. Il a promis d'intensifier la lutte contre la corruption pour assurer l'intégrité du gouvernement et la garantie des investissements économiques. Il a déclaré que ses priorités étaient d'attirer les investissements étrangers et locaux en mettant l'accent sur le développement industriel, touristique, agricole dont l'élevage et la pêche. M. Magufuli a annoncé le placement du Centre d'investissement de la Tanzanie (TIC) sous l'autorité de la Présidence et non plus celle du bureau du Premier ministre pour rendre le secteur privé plus dynamique dans les années à venir.

CONTACTS

SER de NAIROBI

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr



SE de TANANARIVE

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr



SE D'ADDIS ABABA

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr



SE de KAMPALA

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr



SE DE DAR ES SALAM

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr



SE de KHARTOUM

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS Rafael.SANTOS@dgtresor.gouv.fr



AMBASSADE DE FRANCE AU RWANDA

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda : <https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

